

La campagne suicidaire du Québec

Non, il ne s'agit pas d'un troisième référendum. On parle pourtant de souveraineté, alimentaire cette fois. Car la campagne bucolique occulte un drame sans précédent. Selon une toute récente étude, plus de la moitié des producteurs et productrices agricoles du Québec vivent une détresse psychologique élevée (50,9 %), un taux plus de deux fois supérieur à celui qu'on retrouve dans la population québécoise (20,1 %). Et les idées suicidaires poussent davantage dans la tête des propriétaires des PME agricoles du Québec que dans le reste de la société, ce, en pleine force de l'âge! Le Québec détient déjà deux tristes records nationaux. Celui du plus haut taux de suicide. En plus, ses agriculteurs s'enlèvent la vie plus que nulle part ailleurs au pays! Ce n'est pas tout. Une partie de sa force vive, les jeunes hommes, incluant des fils de producteurs, se tue plus qu'ailleurs dans le monde. Pourquoi?

Textes et photos, Nicolas Mesly



« Admettons que t'es vraiment découragé de la vie, tu montes sur le pont pis envoies en bas, tu finis ça là... »



« Le stress a emporté ma conjointe de fait. »

« Nous ne sommes plus cultivateurs, on a lâché avant de perdre la tête! » Ginette Lafleur, doctorante en psychologie au Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE) de l'UQAM, ne s'attendait pas à recevoir près de la moitié des questionnaires de son enquête sur la santé psychologique des producteurs agricoles noircis de commentaires. Des témoignages écrits à 80 % par des hommes dans un univers de « durs à cuire » où il n'y a pas de place pour « les poules mouillées ».

Et pas question, dans ce milieu, même de murmurer à l'aide. « Admettons que t'es vraiment découragé de la vie, tu montes sur le pont pis envoies en bas, tu finis ça là... », lâche l'un d'entre eux. Crise de la vache folle, grippe aviaire, Organisation mondiale du commerce (OMC), performance, l'agriculteur moderne ne produit plus pour subvenir aux besoins de sa famille, son village ou la ville voisine, mais à ceux du village global. Gérer une ferme, en plus, n'a rien à voir avec ce que vit le proprio d'une entreprise de textile. Complément de stress : l'homme travaille avec du vivant; bêtes, plantes. Et il défend bec et ongles un patrimoine familial souvent hérité depuis quatre ou cinq générations.

Un signal d'alarme avait déjà été donné sur le nombre de suicides dans la campagne québécoise. Dans un reportage percutant, *La détresse des producteurs*, évoquant le suicide d'un jeune éleveur de bœuf et télédiffusé sur les ondes de la Société Radio-Canada en novembre 2004, tous les producteurs interviewés disaient connaître quelqu'un qui était passé à l'acte irrémédiable. C'est ce reportage qui a déclenché l'enquête de l'étudiante au CRISE, *La santé psychologique des producteurs agricoles du Québec*, publiée en juin 2006 et réalisée à l'initiative de La Coop fédérée auprès des membres de son réseau.

« Le chemin qui mène au suicide passe par le stress et la détresse. Nous avons voulu mesurer scientifiquement ces deux étapes », explique Ginette Lafleur, coauteure de l'étude avec Marie-Alexia Allard, qui a sondé l'état d'esprit de 1338 producteurs de lait, de porc et de volaille à l'aide d'un questionnaire en décembre 2005 et janvier 2006. La chercheuse a aussi rencontré

quatre groupes de producteurs de grandes cultures. Le choc. Une fois un lien de confiance établi, le sujet tabou du suicide était abordé du bout des lèvres. Dans un groupe rencontré composé de cinq agriculteurs, trois d'entre eux avaient un fils, un employé, un voisin qui était passé à l'acte.

NOURRIR LE MONDE : UN MÉTIER STRESSANT

Deux ingrédients de base constituent le cocktail de stress de l'agriculteur québécois : la baisse des revenus et l'augmentation des dépenses. Ces deux « stresseurs » affectent directement la santé financière de l'entreprise. Cette dernière est aussi la principale préoccupation des producteurs canadiens, selon un sondage réalisé par l'Association canadienne de sécurité agricole (ACSA) en 2005.

Une seule « vache folle », découverte sur une ferme albertaine en 2003, a provoqué une crise du revenu agricole sans précédent dans l'histoire canadienne depuis celle du « Dust Bowl » en 1929, cumul d'années de sécheresse qui ont pulvérisé les Prairies de blé en champs de poussière. Fait à noter dans la crise contemporaine, les producteurs canadiens possèdent la plus grosse dette agricole de l'histoire. Et, parmi eux, les producteurs québécois sont les plus endettés au pays.



Une panoplie de stresseurs, parmi la vingtaine répertoriés par la chercheuse, gruge aussi la santé des producteurs et productrices du Québec : obligations environnementales, maladies des animaux, obligation de réussir, etc. Le stress, révèle l'étude, est moins important chez les jeunes qui commencent leur carrière et les plus vieux qui abordent la retraite. Mais le niveau de stress bondit pour les tranches d'âge comprises entre 35 et 54 ans. Et plus des trois quarts de ces producteurs sont régulièrement stressés la moitié du temps à presque toujours.

« Côté stress! Je serrais tellement les dents depuis quelques années qu'elles ont usé d'environ 3/8 de pouce », écrit un autre producteur à la chercheuse. Près de 40 % des producteurs sondés souffrent d'importants maux de dos, ont de la difficulté à trouver le sommeil ou digèrent très mal. « Plus un individu est affecté par une haute fréquence de stress, plus il est susceptible d'éprouver des symptômes physiques », explique Mme Lafleur.

LE MORAL À TERRE

Le niveau de détresse élevé, quant à lui, touche les producteurs au summum de leur carrière, peu importe la région du Québec. Toutefois, la détresse des producteurs n'a pas la même source. Ceux qui opèrent sous le système de gestion de l'offre (œufs, volailles, lait), dont l'avenir se décidera aux négociations de l'OMC, « ont peur de perdre l'acquis ». Véritable contrat social entre les producteurs et la société canadienne, le système de gestion de l'offre, instauré dans les années 1970, permet aux agriculteurs de toucher un prix garanti en échange d'un approvisionnement de produits de qualité à longueur d'année. Par contre, les agriculteurs dont les produits sont en concurrence sur le marché mondial (porc, bœuf, grandes cultures) « livrent déjà la bataille du plus bas prix ».

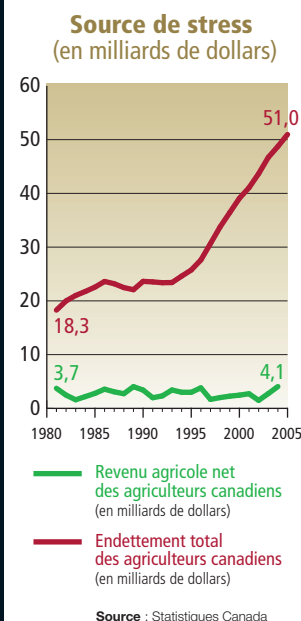
Si la libéralisation du commerce agricole mondial, telle que promue par l'OMC, fait des gagnants, elle fait aussi des perdants. Elle est pointée du doigt par plusieurs organisations agricoles des 149 pays participant à l'exercice comme grande responsable du désarroi paysan. À la suite de la dernière réunion de l'OMC à Hong Kong en décembre 2005 et des tractations qui en ont découlé à Genève, le président de l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) et vice-président de la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA), Laurent Pellerin, recommande même au gouvernement canadien de retirer le



secteur agricole des négociations pour protéger les acquis. Il suggère aussi de doter le pays d'un Farm Bill canadien pour concurrencer les denrées ultra-subsidées américaines et européennes écoulées sur le marché mondial. Le paysan coréen Lee Kyung-hae, quant à lui, qualifiait le processus de l'OMC de « vagues qui détruisent nos belles communautés rurales », avant de se suicider à la réunion ministérielle de Cancun en 2003 qui s'était soldée par un échec.

Selon l'étude de Mme Lafleur, 48,1 % des producteurs de lait québécois sont dans un état de détresse élevée. Outre leur situation financière, ces derniers sont ensuite préoccupés par la météo puis par une surcharge de travail qui ampute leur vie sociale, par l'insécurité provoquée par les négociations de l'OMC et par la relève et le transfert de la ferme. Les producteurs de volaille sont également inquiets quant aux négociations de l'OMC; 36,4 % d'entre eux vivent avec une détresse psychologique élevée.

Sur la recommandation du coroner en chef du Québec, Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, une entité fédérale, a construit sur le pont Jacques Cartier une clôture anti-suicide en 2004 au coût de 2 millions \$. En 2005, les autorités rapportent que les tentatives de suicide et les suicides ont diminué de 80 %. Est-ce le meilleur moyen de contrer le mal de vivre?

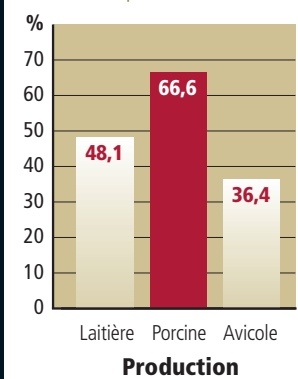


Ginette Lafleur ► Le phénomène de détresse psychologique élevée n'est pas unique au Québec et au Canada, mais mondial. L'actuel modèle de production agricole encouragé par la mondialisation en est-il en partie responsable? C'est la question qu'entend creuser la chercheuse.



Encan à la ferme : le Québec perd en moyenne trois fermes par jour.

Niveau élevé de détresse psychologique selon la production (%)



Source : Enquête sur la santé psychologique des producteurs agricoles du Québec, Ginette Lafleur, Marie-Alexia Allard, juin 2006.

LES PRODUCTEURS DE PORC : LES MOUTONS NOIRS DE L'AGRICULTURE QUÉBÉCOISE

Toutefois, les deux tiers des éleveurs de porc (66,6 %) sont en détresse psychologique élevée, « un cas de santé publique », selon Mme Lafleur. La baisse du prix du porc et les maladies sont les premiers facteurs de stress pour ces producteurs, suivis de l'augmentation des dépenses et des contraintes environnementales.

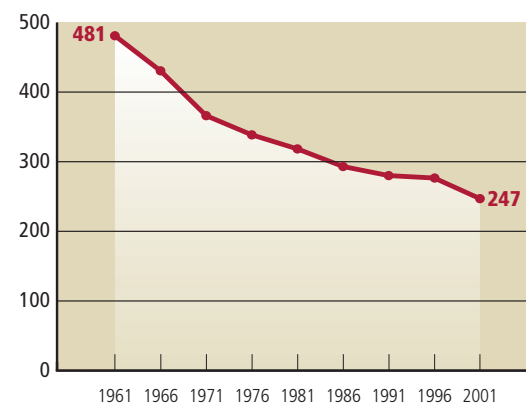
Ces producteurs sont deux fois plus nombreux à ne sentir aucune solidarité de leur communauté rurale, et plus d'un tiers d'entre eux ont le sentiment que leur travail n'est pas reconnu par la société. « On est mal payés, considérés comme des gens dégueulasses », écrit l'un d'eux à la chercheuse. Une hausse du prix du porc allégerait

l'anxiété de ce groupe de producteurs, souligne Mme Lafleur, mais « l'industrie est-elle en mesure de répondre à ces attentes? »

Olymel, une filiale de La Coop fédérée et plus grosse exportatrice de porc canadien, heurtée entre autres de plein fouet par la hausse du dollar canadien, a perdu plus de 150 millions de dollars au cours des trois dernières années. L'entreprise, à l'instar du secteur manufacturier, a dû fermer trois abattoirs et licencier 350 travailleurs dans la Belle Province. L'entente survenue *in extremis* entre la Fédération des producteurs de porcs du Québec et le transformateur québécois pour commercialiser un animal qui répond à la concurrence et aux besoins des marchés internationaux insufflé un regain de vie. Car plusieurs experts prédisaient que, sans cet accord, c'était la fin des haricots.

« Je pense que la vie d'agriculteur est en danger. Essayez de nous donner un prix du porc équitable... »

Nombre de fermes canadiennes, 1961-2001 (en milliers)



Source : Statistiques Canada

« Ma santé psychologique va beaucoup mieux depuis août 2004, date où j'ai vendu mes vaches et quota! »

UNE USINE À CIEL OUVERT

Fonte du prix des grains, hausse du coût du pétrole, des engrais, des herbicides et autres intrants ainsi que les nouvelles charges sociales sont les principales sources de stress chez les producteurs de grandes cultures. Le prix du maïs, disent-ils, est le même qu'il y a trente ans. « Si on baissait ton salaire à chaque année, ça jouerait-tu sur ton moral? », s'est fait demander la chercheuse lors de ses rencontres avec des *focus groups*.

En raison de leur situation financière précaire, beaucoup de céréaliers ne savaient pas s'ils pourraient semer cette année, et l'un d'entre eux s'est même fait « voler ses semences dans sa grange ». À la différence de tout autre secteur économique et même d'autres productions agricoles, les céréaliers administrent « une usine à ciel ouvert » et l'influence de la météo sur les rendements est un facteur de stress important, explique Mme Lafleur.

La culture illégale de cannabis dans les champs de maïs procure, quant à elle, une bonne dose de frustration. L'invasion des terres par des mariculteurs est source d'insécurité et de perte de qualité de vie. L'impression générale, rapporte Mme Lafleur, est que « ces producteurs illégaux mènent un grand train de vie sans être inquiétés par le fisc ». Selon la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Québec est le premier producteur de pot cultivé en champ au pays.

ANTI-ENVIRONNEMENT?

Contrairement à ce que pense un large segment de l'opinion publique, les producteurs agricoles ne sont pas anti-environnement, selon Mme Lafleur. « Ils ont l'impression qu'on tape plus sur leur tête que les autres secteurs de la société, y compris le citoyen ordinaire. De plus, quand tu es sur le marché mondial puis que tes normes environnementales plus élevées se traduisent par des coûts que tes concurrents n'ont pas, ça fait suer! »

La quantité « phénoménale » de paperasse à remplir pour respecter les règlements environnementaux est jugée « décourageante ». Selon Pierre Rhéaume, consultant et coordonnateur de la campagne d'information sur la détresse psychologique à l'UPA, les producteurs agricoles ont investi récemment 136 millions de dollars, en partie avec une aide gouvernementale, pour se conformer aux nouvelles exigences vertes.

Plusieurs producteurs remettent leur métier en question, selon Mme Lafleur. « Qu'est-ce qu'on va léguer à nos enfants, un cadeau de Grec? », se demandent-ils. Certains conseillent plutôt à leurs rejetons d'étudier dans un autre domaine et de se trouver un job de cinq jours par semaine pour vivre « une vie normale avec des vacances ».

LE QUÉBEC, UNE TERRE DE SUICIDE?

« Je n'ai jamais vraiment pu expliquer pourquoi les agriculteurs québécois se suicident plus que dans toutes les autres provinces du Canada. Ni pourquoi ce taux est plus élevé que dans le reste de la population. C'est unique au Québec. Cela doit être culturel. La réponse se trouve au sein de vos communautés », dit le Dr William Pickett, originaire de l'Ontario, auteur de l'unique étude sur le suicide chez les agriculteurs canadiens réalisée pour le compte de Santé Canada et couvrant les années 1971-1987. « Le taux de suicide a tendance à augmenter en temps de crise économique. Même si mon étude date, on pourrait s'attendre à ce que ce problème soit encore très important en raison du contexte actuel de l'agriculture canadienne ».

De son côté, l'Institut national de santé publique du Québec ne compile pas les données concernant les suicides selon la profession. Impossible donc de savoir quel est le nombre exact de producteurs agricoles qui s'enlèvent la vie. Chose certaine, un homme sur quatre qui décède avant l'âge de 45 ans meurt pour cause de suicide, ce qui classe le Québec parmi les 15-20 premiers « pays » de ce triste peloton de tête.



Pierre Rhéaume, coordonnateur de la campagne d'information sur la détresse psychologique à l'UPA. C'est un sondage interne auprès des fiscalistes et des comptables de l'UPA « qui rencontrent plus de 20 000 agriculteurs et agricultrices par année » qui a mis la puce à l'oreille sur l'état de détresse psychologique des membres du syndicat.

PHOTO : GRACIEUSITÉ PIERRE RHÉAUME



« Les candidats les plus dangereux au suicide, c'est ceux qui ne parlent pas! »,

dit sous le couvert de l'anonymat un producteur dont le fils s'est suicidé il y a dix ans.

« Les ratios sont complètement inversés. Il y a quinze ans, il y avait environ 1400 hommes qui mouraient d'accidents de la route contre 700 à 800 qui se suicidaient. Aujourd'hui, c'est le contraire! », explique Louis Lemay, directeur général de l'Association québécoise de prévention du suicide du Québec (AQPS). Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec de 2004, le suicide est la première cause de mortalité chez les hommes de 20 à 39 ans, avant les ravages provoqués par les différents types de cancer et les infarctus. Après 40 ans, le suicide vient au second rang des causes de décès. Dans la tranche des 15 à 19 ans, le suicide est la seconde cause après les accidents provoqués par les véhicules à moteur. Reflet de la société, on retrouve, dans ce tableau noir, des fils d'agriculteurs.

« On a une stratégie pour combattre le suicide depuis 1998, mais elle est très timide et aujourd'hui inopérante! Le gouvernement Charest propose

d'actualiser le tout en 2010. Une personne sur trois est touchée directement ou indirectement par ce phénomène. On veut que le gouvernement s'engage bien avant, en 2007, en faisant appel à la population. On a reçu une quarantaine de courriels. Mais on n'a pas les budgets de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour faire notre publicité », renchérit Louis Lemay, dont l'unique budget de sensibilisation, qui est dédié à la Semaine de prévention du suicide, est de 40 000 \$. Le coût des campagnes publicitaires radio et télé de prévention de l'alcool et de la vitesse au volant de la SAAQ prévu en 2006, quant à lui, est de 1,9 million de dollars.

« Si vous avez une tumeur cancéreuse, on vous l'enlève. Si vous vous cassez une jambe, on vous l'arrange et, avant même de sortir de l'hôpital, vous avez un rendez-vous avec un physio. Par contre, on n'injecte pas les moyens financiers nécessaires pour réparer l'âme! », dit Brigitte Lavoie, ex-directrice du Centre de prévention du suicide de Montréal, qui a délaissé le milieu d'intervention complètement désabusée.

L'AGRICULTURE, UN MONDE À PART?

Il existe au Québec une ligne d'urgence de prévention du suicide, 1 866 277-3553, ouverte 24 heures par jour. Mais, reproche Maria Labrecque Duchesneau, une pionnière dans l'offre de services de soutien psychologique aux producteurs, « dire à un agriculteur qu'il doit se faire prescrire deux semaines de vacances par son médecin pendant le temps des foins, ce n'est pas connaître la réalité agricole! », soutient la fondatrice de l'organisme *Au coeur des familles agricoles*, situé en Montérégie.

Les fermes sont aujourd'hui des PME qui valent plusieurs millions de dollars où chaque opération, notamment les semences et les récoltes dans les champs, est une course contre la montre. « Il se peut qu'un appel n'ait pas été satisfait. Mais nos gens sont formés pour rattacher les personnes suicidaires au fil de la vie », dit Louis Lemay. Toutefois, la demande de la profession par l'intervenant à son interlocuteur en détresse ne fait pas partie systématiquement du protocole d'intervention, « il s'agit en premier lieu d'établir un lien de confiance ».

Deux provinces, le Manitoba et la Saskatchewan, se sont dotées d'une ligne d'urgence spécialement dédiée aux agriculteurs. Par ailleurs, la plus peuplée des provinces vient de couper les vivres à la Farmers Help Line Ontario. « Les ministères de l'Agriculture et de la Santé de l'Ontario se renvoient la balle au sujet d'une subvention de 18 000 \$ », précise le président de l'organisme, Denis St-Pierre, qui dit recevoir quotidiennement deux ou trois appels de détresse. Le reste des coûts d'administration est assumé par des associations agricoles et l'organisme fait appel à des bénévoles. Selon M. St-Pierre, les besoins de l'organisme se chiffrent à 200 000 \$, et les ministères de l'Agriculture de la Saskatchewan et du Manitoba investissent annuellement 400 000 \$ et 300 000 \$ dans un tel service.

Il n'existe pas une telle ligne téléphonique provinciale d'urgence à l'intention des agriculteurs dans l'est du pays. « Selon notre enquête, ce genre de service ne correspondrait pas aux besoins des producteurs québécois. Ceux-ci préféreraient avoir le temps de prendre un café entre eux au village ou s'accoter sur la clôture pour jaser avec le voisin. Mais les fermes ont tellement grossi que ce n'est plus possible. Ils aimeraient aussi bénéficier de services tels que le remplacement du travail à la ferme pour pouvoir prendre des congés », indique Ginette Lafleur.

Entre le parcours du stress à la détresse, le soutien social ou l'oreille d'un confident est extrêmement important pour « cesser de ruminer des idées noires » qui peuvent mener à l'irréparable. D'autres organismes de soutien psychologique commencent à pousser en région pour rompre isolement et solitude. « À l'instar des travailleurs de rues, on veut développer le concept de travailleurs de rangs, avec des gens connaissant très bien le milieu, comme des producteurs à la retraite », explique Chantale Doyon, coordonnatrice d'Agri-Ressources, situé à Plessisville, dans les Bois-Francs.

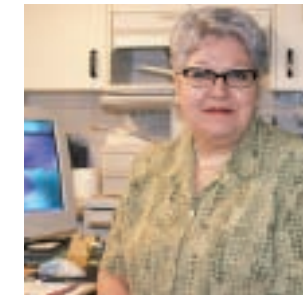
Toutefois, croit Mme Lafleur, avant d'être capable de prévenir le suicide d'un agriculteur, « il faudra changer l'image de faiblesse associée à la demande d'aide, car les producteurs ne consultent même pas pour des problèmes physiques ».

La toute récente étude de Mmes Lafleur et Allard ne mesure pas directement l'incidence du stress provoqué par les questions d'argent sur la vie de couple et de famille. Plus de la moitié des quelque 31 000 fermes québécoises sont constituées en sociétés ou en compagnies où le noyau familial opère 7 jours par semaine, 365 jours par

année. « La hausse de l'endettement et les difficultés financières se reportent sur notre couple, ce qui hausse encore d'un cran notre niveau de stress. Je pense que c'est courant dans la profession », lui écrit l'un d'eux. En plus des pressions économique et sociale, la chercheuse convient qu'une situation personnelle ou familiale difficile fait partie d'une réaction en chaîne qui peut mener au suicide.

DONNEZ-NOUS DE L'OXYGÈNE!

Mme Lafleur pense que les agriculteurs, qui représentent aujourd'hui moins de 2 % de la population québécoise, ont besoin d'un masque à oxygène. La société y perdrait-elle beaucoup si elle s'amputait la main qui la nourrit? « La société québécoise n'a peut-être pas assez souffert de faim pour se poser cette question. Le consommateur ne s'interroge ni sur l'origine ni comment sa nourriture est produite. De plus, nos récents gouvernements ont évacué toute notion de souveraineté alimentaire. Ils n'ont jamais évalué les coûts sociaux, psychologiques et politiques si nous devons arriver à un point de non-retour en agriculture. »

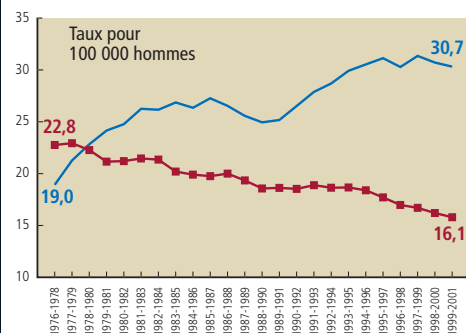


Maria Labrecque-Duchesneau, fondatrice de l'organisme *Au coeur des familles agricoles*, veut organiser un colloque provincial sur la détresse psychologique le 1er février 2007.

PHOTO : GUYLAINE GAGNON

Taux ajusté de mortalité par suicide chez les hommes 1976-1978 à 1999-2001

Québec et le reste du Canada



Source : MSSS, Fichier des décès du Québec et données de Statistiques Canada, calculs effectués à l'INSPQ, mars 2004.

« Quand un producteur ne s'émerveille plus devant ses champs qui poussent, devant ses vaches qui le passionnent, de la bonne odeur de l'automne, que tout est noir, c'est un signal d'alarme! »



Agricultrice de l'année en 2003, gagnante de la médaille d'or du Mérite agricole en 2004, Mme Denyse Gagnon a subi une série d'épreuves personnelles en rafales, dont le décès de son conjoint et de son père en 2005. Cette ancienne travailleuse sociale a eu le réflexe de sauter dans son camion pour aller chercher de l'aide psychologique dans un CLSC « avant de se planter ».

PHOTO : DOMINIQUE GRAVEL COMMUNIMAGE

Bientôt des travailleurs de rangs!

Calqué à l'image des travailleurs de rues, Chantale Doyon, coordonnatrice d'Agri-Ressources, entend développer un réseau de travailleurs de rangs composé d'agriculteurs à la retraite dans la MRC de l'Érable, dont 25 % de l'emploi est relié à l'agriculture. Gaston Pellerin, président du syndicat de base de l'UPA à Plessisville, préside le comité Agri-Ressources. Ce comité multidisciplinaire de neuf personnes, qui regroupe entre autres des représentants de la Banque Royale et de La Coop des Appalaches, peut compter sur l'expertise de Louis B. Plourde, du Réseau de Prévention Suicide des Bois-Francs, et aussi de



professionnels du Centre de santé et de services sociaux Arthabaska-Érable. Le mal de l'âme n'est pas une question de territoire, et Yves Côté, 2^e membre exécutif, Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec agit aussi comme personne ressource. À 26 ans, Frédéric Dubois, administrateur du Groupe de relève agricole Mégantic-Nord, siège, lui, sur le comité. « Pour un producteur, son entreprise, c'est sa photo. S'il fait faillite, il se dit qu'il n'a pas réussi. Beaucoup vivent pour l'agriculture, alors que l'agriculture devrait te faire vivre. C'est un moyen, pas une fin », mentionne le jeune entrepreneur.

Parmi les projets développés par Agri-Ressources figure une trousse de premiers soins destinée aux nombreux intervenants qui gravitent autour des agriculteurs. Un vétérinaire de la région a rapporté avoir reçu un appel urgent pour aller traiter une vache chez un producteur. Après avoir examiné l'animal et ne lui ayant rien trouvé, l'agriculteur lui aurait dit : « C'est pas ma vache qui est malade, c'est moi! ». L'organisme veut aussi cibler directement les agriculteurs pour favoriser la discussion sur la gestion du stress et la conciliation travail-famille.

La fondatrice de l'organisme *Au cœur des familles agricoles*, en Montérégie, Maria Labrecque-Duschesneau, veut organiser un colloque provincial sur la détresse psychologique le 1^{er} février 2007. « Un exercice de sensibilisation » auquel seront conviés, entre autres, des représentants de l'UPA, des organismes communautaires et des intervenants du réseau de la santé. « Chaque région doit développer son réseau de prévention, car la problématique n'est pas automatiquement la même en Abitibi qu'au Centre-du-Québec. »

Dans le sens des aiguilles d'une montre, Chantale Doyon, Louis B. Plourde, Yves Côté et Frédéric Dubois.



Le génocide des fermiers indiens

Docteure Vandana Shiva, directrice de la Fondation pour la recherche sur la science, la technologie et l'écologie, qualifie le suicide de plus de 40 000 fermiers en Inde de « génocide ». L'Inde, second pays le plus peuplé de la terre, compte plus de 600 millions de paysans, et l'agriculture est la pierre angulaire de l'économie du tigre asiatique.

Selon la docteure Shiva, cette épidémie de suicides est « le véritable baromètre de stress » auquel l'agriculture indienne et ses paysans sont soumis par la mondialisation. Elle serait le résultat des politiques imposées depuis sept ans au gouvernement indien par l'OMC et la Banque mondiale pour convertir l'agriculture paysanne indienne en un système de production corporatif industrialisé.

« Ces suicides sont le résultat de l'endettement, et cet endettement est provoqué par une hausse des coûts de production et de l'effondrement des prix des denrées, deux facteurs liés aux politiques de libéralisation du commerce agricole. »

En mai dernier, la docteure Shiva publiait la quatrième version de son rapport *Les semences du suicide : le coût écologique et humain de la mondialisation en agriculture*, qui cible, entre autres, le suicide des cotonniers indiens.

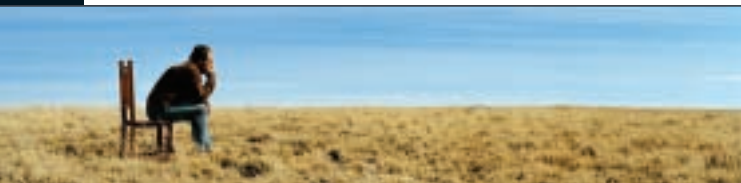
La privatisation du réseau public de distribution et de production de semences du gouvernement indien, sous le régime de libéralisation du commerce, a converti les champs de polyculture en monoculture et incité les paysans à utiliser des semences hybrides au lieu de leurs variétés ancestrales à pollinisation ouverte, explique Mme Shiva. Dans l'État d'Andhra Pradesh, le changement a été très rapide, d'une culture mixte à base de millet, de lentilles et d'oléagineux à une monoculture de coton hybride.

Dans cette partie de l'Inde, les variétés de semences de coton Bt fabriquées par Monsanto, pourtant promues par le ministère de l'Agriculture, n'ont pas tenu leur promesse de rendements élevés. Le prix est de 4,5 fois supérieur à celui des



La directrice de la Fondation de recherche pour la science, la technologie et l'écologie, Docteure Vandana Shiva, est l'auteure de nombreux livres sur l'agriculture. Pour plus de renseignements voir le site www.navdanya.org.

graines normales et sa culture requiert moins de pesticides. Touché par une maladie, la récolte de coton OGM a été maigre. Les producteurs endettés doivent de l'argent aux usuriers locaux qui compensent la baisse de subvention.



Ailleurs dans le monde

« Ces variétés de coton hybride sont écologiquement très fragiles et leurs rendements sont intimement liés à l'utilisation de certains pesticides. De plus, une monoculture plantée sur une très grande superficie favorise le développement des maladies. La meilleure stratégie durable de lutte et de contrôle des maladies passe par la conservation d'une grande biodiversité, pas par des solutions chimiques ou technologiques qui, justement, réduisent cette diversité et tuent des fermiers plus effectivement que des insectes », écrit la docteure Shiva.

Depuis 2000, plus de 2300 producteurs de coton se sont enlevé la vie pour échapper aux dettes, certains en buvant des pesticides. Le quotidien américain *The Herald Tribune* rapporte que « des groupes de fermiers ruinés ont mis des panneaux sur le bord de la route, proposant leur village au plus offrant ». D'autres journaux rapportent la vente de fillettes pour rembourser les dettes.

Les suicides de paysans ne sont pas limités à l'État d'Andhra Pradesh, mais touchent aussi d'autres régions comme le Punjab, le grenier indien où se produisent blé et riz et lieu d'origine de la révolution verte en Inde.

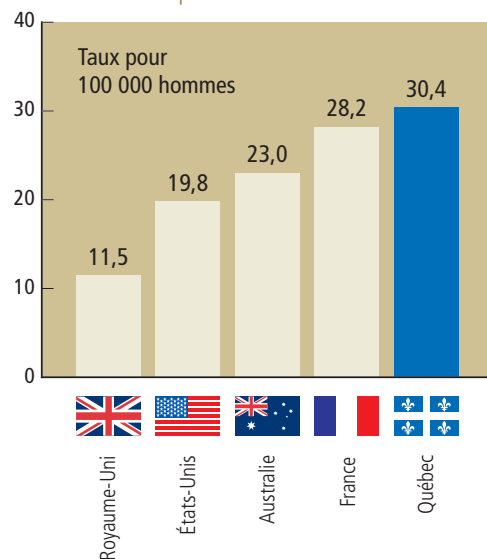
Dans un mémoire adressé l'année dernière au premier ministre indien, Shri Manmohan Singh, les représentants de nombreuses organisations agricoles demandent le retrait de l'Inde de l'OMC et exigent, entre autres, le rétablissement des pleins tarifs pour se protéger des importations subventionnées écoulées à prix de dumping. Ils demandent aussi l'instauration d'un prix minimum « équitable » pour les fermiers indiens. « Pour enrayer le suicide chez les fermiers, vous devrez aller au-delà des compensations des familles victimes », stipule le mémoire. Le gouvernement indien a créé une commission pour enquêter sur le triste phénomène.

En France le nombre d'agriculteurs a chuté de 6 millions à 700 000 depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Ceux qui ont nourri l'Hexagone sont considérés aujourd'hui comme des étrangers, « des exilés de l'intérieur », et souffrent d'une forte crise du lien social. Le taux de suicide des agriculteurs français est de 83/100 000 habitants, plus élevé que le reste de la population qui est de 52/100 000, rapporte l'émission *Complément d'enquête* télédiffusée sur France 2 en 2006. Les producteurs seraient victimes de leurs productivité car, si leur nombre a diminué, les fermes, en revanche, ont grossi. Ce qui a incité Christiane Lambert, vice-présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) à déclarer : « Nous avons plus besoin de voisins que d'hectares. »

Les États-Unis comptent plus de 30 000 suicides par année. Mais ces chiffres ne sont pas comptabilisés par profession, indique Christine Bergeron, de l'*American Association of Suicidology*. Les Américains ignorent donc l'ampleur de ce phénomène chez leurs agriculteurs. ■

Taux ajusté de mortalité par suicide chez les hommes, 1996-1998

Comparaison internationale



Source : Robert Choinière (2003), *La mortalité au Québec : une comparaison internationale*, Québec, INSPQ, p. 50.